Les cigarières toulousaines en grève 1870-1875

“Women cigar makers on strike in Toulouse (1870-875)”

Rolande Trempé

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/clio/13338>

DOI : 10.4000/clio.13338

ISSN : 1777-5299

Éditeur

Belin

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2016

Pagination : 281-294

ISBN : 9782701198538

ISSN : 1252-7017

Référence électronique

Rolande Trempé, « Les cigarières toulousaines en grève 1870-1875 », *Clio. Femmes, Genre, Histoire* [En ligne], 44 | 2016, mis en ligne le 15 février 2017, consulté le 07 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/clio/13338> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/clio.13338>

Varia

Les cigarières toulousaines en grève 1870-1875*

Rolande TREMPÉ

Cigarière ! Un métier perdu, tué par la machine, oublié de tous. Seul l'opéra-comique *Carmen* en perpétue le souvenir, et même pour les Toulousains, ces ouvrières ne sont plus aujourd'hui que des personnages de théâtre ! Et pourtant voici cent ans, les cigarières constituaient sans aucun doute l'un des groupes les mieux caractérisés du monde du travail et du milieu populaire de la ville.

Mais femmes et ouvrières d'usine, à ce double titre, elles n'ont guère retenu l'attention des chroniqueurs ; sans les grèves qu'elles ont soutenues dans les années 1870, elles seraient complètement tombées dans l'oubli, comme ces milliers de travailleuses dont la vie, le labeur et les combats ont été occultés par les contemporains et si longtemps laissés pour compte par les historiens.

En mai 1870, en janvier 1874 et en mars 1875, les cigarières se mirent en grève et se battirent avec une telle ténacité et une telle discipline qu'elles forcèrent l'attention des journalistes stupéfaits : « C'est vraiment chose étrange de voir défiler ce régiment en jupons et armé d'aiguilles à tricoter que les femmes font manœuvrer tout le

* Rolande Trémpe, « Les cigarières toulousaines en grève. 1870-1875 », in GRIEF. *Annales, Université de Toulouse – Le Mirail*, tome XVI, 1980, n.s., p. 53-64.

long des rues » écrit le reporter de l'*Écho de la Province*, journal catholique et fort conservateur.

Ces trois grèves sont exclusivement féminines : les hommes de la manufacture, certes peu nombreux (92 sur un effectif ouvrier de 1 196) ne participèrent pas au mouvement... Aucun article de journal, aucun rapport de police ne fait allusion à eux... Bien au contraire les journalistes se plaisent, non sans étonnement et condescendance, à souligner l'aspect féminin de la lutte. Écoutez à nouveau celui de l'*Écho de la Province* :

« Les grévistes, pour être en jupons, n'en sont pas moins acharnées » [...] « le sexe faible montre autant d'habileté pour s'organiser que le sexe fort »...

Cet hommage qui fleure son anti-féminisme, révèle bien qu'il s'agit de combats déclenchés et conduits uniquement par des femmes.

Ces femmes, ce sont les cigarières, employées à la manufacture de tabac. Avec ses 1 200 employés, c'est alors la plus grande entreprise de la ville. 92,3% du personnel ouvrier est féminin et les cigarières constituent à peu près les trois quarts des femmes occupées à la préparation du tabac en poudre, du scaferlati (tabac à pipe), des cigarettes et des cigares. L'activité essentielle est la fabrication des cigares, alors bien plus consommés que les cigarettes ; c'est pourquoi les cigarières sont si nombreuses. Elles le sont d'autant plus que les cigares sont roulés à la main.

Leur nombre, l'importance économique de leur activité en font l'élément vital de l'entreprise.

C'est pourquoi elles furent la cible des initiatives prises par la Direction pour « améliorer » la production. La résistance qu'elles opposèrent les jeta à l'avant-garde du combat ouvrier.

Les mesures directoriales aggravaient en effet leurs conditions de travail, à un moment où leur pouvoir d'achat était atteint par la hausse du coût de la vie. C'est pourquoi leurs trois grèves ont en commun la défense du salaire. Deux sur trois, celle de mai 1870 et celle de mars 1875 furent provoquées par le refus des dispositions prises pour modifier l'exécution, le contrôle et la quantité de travail à fournir ; la troisième, par une demande d'augmentation du salaire.

Les dispositions de la direction conduisaient en effet tout droit à une chute du rendement, donc à une chute du salaire, car les cigarières étaient payées « à l'entreprise », c'est-à-dire aux pièces.

Le prix de confection d'un cigare variait selon sa taille (le cigare de 10 centimes était payé plus cher que celui de 5 centimes, mais il fallait plus de temps pour le rouler) ; il était déterminé en fonction du nombre de cigares qui pouvaient être fabriqués avec 100 kg de tabac d'une qualité donnée. Cependant la quantité fabriquée ne définissait pas seule le salaire. En effet, si le travail à la tâche pousse au rendement, il comporte un risque de malfaçon. Pour gagner plus, les ouvrières peuvent être tentées de livrer des cigares mal roulés, impropres à la consommation. Afin d'éviter cela, depuis 1866 l'administration toulousaine avait renforcé les contrôles de fabrication. Elle appliquait, en vertu de l'instruction générale de 1862 (Art. 126), un système qui fera fortune beaucoup plus tard. Tous les dix jours, on évaluait le poids moyen du tabac utilisé par un atelier pour faire un certain nombre de cigares. On confrontait ensuite la production de chaque cigarière à la moyenne obtenue. Celles qui la dépassaient trop étaient pénalisées pour avoir gaspillé la matière première, alors que celles qui étaient au-dessous recevaient en prime le montant des amendes infligées à leurs camarades.

De plus la production journalière des ouvrières qui avaient livré des produits défectueux fut limitée, afin de les contraindre à fabriquer selon les critères de qualité définis par l'ingénieur.

Ces mesures eurent deux conséquences : un renforcement des contrôles de fabrication : une deuxième pesée avait été imposée lors de la réception des cigares et une chute des salaires par ralentissement du rythme de la production. Le salaire des ouvrières habiles tomba de 2,50 F à 1,25 F, selon la *Gazette du Languedoc*.

Le mécontentement des cigarières fut d'autant plus vif que dans le même moment la mauvaise qualité du tabac augmentait leurs difficultés de travail et abaissait leur rendement.

Elles réclamèrent en mai 1870 la suppression de la deuxième pesée, l'abolition de la limitation de production et « la mise en concurrence » à laquelle elles étaient soumises. Faute de pouvoir se faire entendre, elles se mirent en grève...

En 1875, c'est la mise en œuvre d'une nouvelle méthode de taille des « robes » qui déclencha l'action.

La « robe » ou cape, est la feuille de tabac qui enrobe la « poupée » ou corps du cigare, composé lui-même de feuilles de tabac enveloppées dans une sous-cape. Cette robe était en général préparée par des « robeuses » dans un atelier particulier. (Ce n'est qu'à partir de 1875, et seulement pour les cigares à 10 centimes, que l'on utilise la méthode havanaise, selon laquelle la cigarière taille elle-même la robe).

Les robeuses, peu nombreuses, étaient elles aussi payées à la tâche. La mise en œuvre d'une nouvelle méthode de taille, à la fin du stage d'apprentissage se traduit par une chute de salaire. Cinq d'entre elles refusèrent de s'incliner. Deux furent renvoyées.

Leur exclusion déclencha une nouvelle grève. Les grévistes réclamèrent le retour aux anciennes méthodes et la suppression du travail au rendement.

Ainsi, à deux reprises, la modification des conditions de travail dressa les cigarières contre la Direction de la manufacture, afin d'enrayer la chute de leur salaire.

En 1874 (selon l'enquête parlementaire de 1876 sur les manufactures de tabac), les salaires étaient en moyenne à Toulouse de 1,80 F par jour pour les femmes et de 3,48 F pour les hommes, c'est-à-dire bien inférieurs à ce qu'ils étaient dans d'autres manufactures, celles de Bordeaux ou de Paris par exemple. Cette différence provenait de ce que l'État fixait les salaires en fonction d'un classement national, déterminé par le niveau moyen des salaires et du coût de la vie des régions où les manufactures étaient implantées. L'État ne voulait pas faire concurrence aux industriels locaux et pousser à l'élévation des salaires. Une lettre de 1870 définit très bien cette position :

La loi de l'offre et de la demande ne doit jamais être méconnue et à tous les degrés de la hiérarchie nous devons nous placer identiquement au même point de vue que si nous étions des industriels exploitant pour notre propre compte¹

En 1882, l'administration centrale insistera encore sur la nécessité de ne pas « compromettre par des augmentations injustifiées les

¹ Jean Heffer.

conditions économiques des centres industriels » dans lesquels l'État exploitait une manufacture².

Comme Toulouse était réputée pour son bon marché, elle fut classée au dernier rang, et le taux des salaires, aligné sur la moyenne toulousaine, était bas.

En 1874, une balayeuse, payée à la journée, gagnait environ 1,60 F, une cigarière de 1,50 F à 2 F pour dix heures de travail effectif. Bien souvent à cette époque, les cigarières faisaient d'ailleurs plutôt douze heures que dix. Leurs horaires s'étalaient de 6 h 30 du matin à 8 h 30 du soir ; un arrêt de deux heures vers midi coupait seul cette longue journée.

De plus, leurs salaires étaient incertains, car ils variaient en fonction du rendement. Ils dépendaient de leur habileté et de leur rapidité, qui devaient être grandes : « Suivant la conformation de leurs mains, la souplesse ou la précision de leurs mouvements, la finesse de leur toucher et le degré d'attention qu'elles peuvent soutenir, la productivité de ces ouvrières varie du simple au double »³ écrit un observateur qualifié en 1902.

La confection d'un cigare était donc chose délicate et le métier de cigarière assez difficile à acquérir. Voici comment le décrit le même auteur :

La cigarière travaillant à la main place sur sa table une sous-cape dans laquelle elle enveloppe les tripes, puis elle roule en spirale la robe autour de la poupée et donne au cigare la forme voulue, en façonnant la tête⁴.

Pour acquérir la dextérité nécessaire, un an ou deux d'apprentissage étaient nécessaires, alors qu'en moins de trois semaines, les cigaretteuses pouvaient s'adapter à la fabrication des cigarettes.

Les cigarières étaient donc des ouvrières qualifiées, les plus qualifiées de la manufacture. Malgré cela, en raison des irrégularités de rendement et des contraintes de fabrication imposées par la direction, leurs salaires étaient très variables et constamment menacés depuis 1866.

² *Idem.*

³ Charles Mannheim, *De la Condition des ouvriers dans les manufactures de l'État (tabacs, allumettes)*, thèse pour le doctorat..., Paris, V. Giard et E. Brière, 1902.

⁴ *Ibid.*

La hausse du coût de la vie à partir de 1870, va accentuer l'insatisfaction des ouvrières.

Le directeur de la manufacture est le premier à la souligner. Celui de la Poudrerie en témoigne également⁵. D'après lui, la base de l'alimentation carnée des travailleurs toulousains était le porc : or le prix de celui-ci s'est élevé de 1,33 F le kilo en 1869, à 1,45 F en 1872-73 ; le mouton et le bœuf ont suivi une évolution semblable, quant au pain, il a crû dans le même temps de 27%.

Les loyers déjà chers étaient également en hausse. La vie quotidienne devenait de plus en plus difficile de l'aveu même du directeur de la manufacture. Celui de la poudrerie confirme que les salaires toulousains sur lesquels ceux de la manufacture sont alignés « paraissent faibles eu égard au prix des subsistances » et que « dans les conditions actuelles, l'ouvrier chargé de famille ne peut que très difficilement faire des économies »⁶.

Cette hausse du coût de la vie provoqua la demande d'augmentation de salaire de janvier 1874. Cette date ne semble pas être le fruit du hasard. On est en plein hiver et de plus au lendemain de la fermeture saisonnière de la manufacture. Deux fois par an et pendant plusieurs jours, l'usine fermait ainsi ses portes pour inventaire : les ouvrières mises en chômage forcé ne recevaient cependant aucune indemnité.

Leur budget était déjà si juste qu'il n'en fallut pas plus pour le déséquilibrer, et les pousser dès la reprise du travail, à réclamer une hausse des salaires.

Pour des salariés, défendre le salaire c'est défendre le droit à la vie. On peut donc considérer que ce type de lutte est vital et qu'il se situe au niveau élémentaire, primitif même des luttes revendicatives. Celles des cigarières, qui s'inscrivent d'ailleurs dans le prolongement de la vague de grèves qui ont affecté la plupart des corps de métiers toulousains en 1868 et 1869 sont donc typiques de leur condition.

⁵ Archives nationales : Enquête parlementaire de 1872 sur la situation des classes ouvrières en France – Dossier C 3022.

⁶ *Idem*.

Mais cependant leur combat revêt une originalité certaine qui est sans doute en rapport avec le caractère de l'entreprise dans laquelle elles travaillent.

Contrairement aux tailleurs de pierre, forgerons et peintres, ouvriers maçons, serruriers, charpentiers, charrons, cordonniers, scieurs de long, imprimeurs d'indiennes en lutte en 1868-1869, qui appartiennent le plus souvent à de petits ateliers de type artisanal, les cigarières relèvent d'une grande entreprise capitaliste. Le fait que l'État en soit le propriétaire ne modifie en rien la nature des rapports sociaux qui régissent le travail. Le Directeur et l'ingénieur de fabrication dirigent l'usine, avec le même souci de rentabilité que s'ils étaient au service d'un propriétaire privé (la lettre citée plus haut met ce fait en valeur). Leur autorité pèse aussi souverainement sur le personnel. Elle s'exerce par l'intermédiaire d'un encadrement très hiérarchisé, entièrement masculin jusqu'en 1870 (ce n'est qu'après 1870 que quelques femmes seront autorisées à concourir aux emplois de surveillantes).

Depuis 1866, nous l'avons vu, le contrôle auquel les cigarières étaient soumises était encore renforcé et la vigilance des surveillants accrue. Durant toute la journée, ils veillaient à l'application stricte d'un règlement draconien qui imposait le silence dans les ateliers. Les ouvrières ne pouvaient se laisser aller ni à rire ni à plaisanter en roulant les cigares. De plus, elles devaient se soumettre à un double contrôle de fabrication et subir la fouille à la sortie. Cette pratique les humiliait quotidiennement et faisait peser sur elles la crainte d'un renvoi. Celles qui étaient trouvées porteuses de la moindre parcelle de tabac étaient renvoyées sur le champ.

Les cigarières, excédées, vont dénoncer cet autoritarisme et tenter de le mettre en échec, tant en 1870 qu'en 1875. C'est en cela que leur lutte se singularise et porte une marque significative par rapport au milieu toulousain tout au moins, car les mineurs de Carmaux, ouvriers de la grande industrie, mettront eux aussi en cause le principe d'autorité en 1869.

En 1870, les cigarières demandent le renvoi de l'ingénieur rendu responsable des mesures coercitives et de l'excessive sévérité avec lesquelles elles étaient appliquées depuis quelques années ; en 1875, deux stagiaires ayant été renvoyées pour avoir refusé d'appliquer une

nouvelle manière de tailler les robes, les ouvrières se mirent en grève pour obtenir leur réintégration et le maintien des anciennes méthodes de travail. Dans les deux cas elles contestèrent les privilèges exorbitants dont jouissait la Direction : celui de déterminer autoritairement les conditions de travail et surtout celui de renvoyer sans appel et sans discussion les ouvrières indisciplinées.

Contester ce droit, expression suprême de l'autorité détenue souverainement par le Directeur, au nom de l'État et appliquée en vertu des règlements administratifs, c'était déjà beaucoup, mais réclamer le départ de l'ingénieur responsable de leur application, c'était mettre en question tout le système de commandement. Les cigarières, en agissant ainsi, récusaient le choix de ceux qui exerçaient l'autorité, la manière dont elle était exercée, et finalement le principe d'autorité lui-même.

La démarche en elle-même, et pour l'époque, était d'une audace inouïe, surtout venant de femmes. Elle traduit la profondeur du mécontentement des cigarières ; elle permet aussi de mesurer l'ampleur de l'échec directorial. Mais si son contenu est révélateur, la manière dont la volonté des ouvrières s'est exprimée ne l'est pas moins.

Tout d'abord, au cours des trois mouvements, ce sont les cigarières qui entraînent l'ensemble des femmes de la manufacture. Elles font preuve d'un esprit de corps, d'un sens de la discipline et de l'organisation remarquables, mais aussi d'une rare vigilance pour faire échec aux pièges qui leur sont tendus.

La « mise en concurrence » à laquelle elles ont été soumises depuis 1866 ne les a pas dressées les unes contre les autres, comme on l'espérait. Face à la Direction, elles font bloc : en 1870, c'est à l'unanimité qu'elles réclament le départ de l'ingénieur ; sur le refus du Directeur, elles cessent toutes le travail. Mais c'est sans doute en 1875 que leur comportement est le plus significatif. Les ouvrières renvoyées n'étaient que de simples stagiaires et des robeuses, c'est à ce double titre qu'elles avaient d'ailleurs été choisies pour la mise à l'essai d'un nouveau mode de travail, destiné à être généralisé par la suite. Les cigarières comprirent l'importance de l'enjeu et dès le lendemain du renvoi des deux robeuses, elles se solidarisent avec les exclues et déclarent la grève pour obtenir leur réintégration. Cette réaction imprévue surprit les autorités. Mais ce qui devait les étonner

bien davantage, de même que les journalistes, c'est la façon dont elles ont conduit leurs mouvements.

Dans tous les cas, la grève ne fut déclarée qu'après une vaine démarche auprès du Directeur et du Préfet. Ce qui montre bien que la cessation du travail n'est pas le fruit d'un coup de tête, mais la réponse réfléchie imposée par une situation bloquée.

La conduite de la grève souligne assez que rien ne fut laissé à l'improvisation.

En 1870, la grève dura une semaine. Dès le premier jour et chacun des jours qui suivirent (sauf le dimanche), les cigarières organisèrent des assemblées de grévistes, en plein air, tantôt aux abords de la manufacture, tantôt sur une place, tantôt à l'abri des ramiers des bords de la Garonne, tantôt au-delà de la barrière du Port de l'Embouchure... Les lieux sont variés, car le droit de réunion n'existe pas et il faut échapper à la surveillance de la police. Une seule fois, elles se réunirent en salle à Saint-Cyprien, le faubourg ouvrier où la plupart d'entre elles habitaient.

C'est au cours de ces réunions qu'elles définirent leur ligne de conduite et que se forgea la cohésion de leur résistance. Elles s'engagèrent d'abord à ne pas céder avant d'avoir obtenu satisfaction totale, et afin de couper court à toute défaillance de certaines d'entre elles, elles décidèrent de se rendre, chaque jour, en groupe à la porte de la manufacture aux heures de l'entrée au travail, afin de montrer « aux faibles et aux timides qu'elles peuvent compter sur l'appui solidaire de toutes leurs camarades ».

Elles tinrent parole, pendant une semaine au nombre de 700 à 800, matin et soir elles furent là, avant ou après le meeting quotidien.

Après avoir affirmé leur présence et leur volonté de lutte devant la manufacture, elles se constituaient en cortège et se rendaient à la préfecture en défilant à travers la ville, au grand étonnement des Toulousains.

C'est encore en assemblée générale qu'elles décidèrent de la conduite à tenir face aux manœuvres de la Direction et de la Préfecture.

Celles-ci ne manquèrent pas ! Pour essayer de diviser le mouvement, le Directeur essaya de les intimider. Dès le deuxième jour de la grève, il fit afficher une circulaire qui annonçait que

600 ouvrières « revenues à la raison » avaient promis de rentrer et que seules les « mauvaises têtes » persistaient à faire grève.

Il avait mis le dimanche à profit pour semer le désarroi chez les grévistes et obtenir la reprise du travail le lundi, sans faire aucune concession.

Il en fut pour ses frais : une douzaine d'ouvrières seulement répondirent à son appel et furent considérées comme des traîtres par leurs camarades.

Les grévistes déjouèrent également les manœuvres du Préfet qui avait reçu plusieurs délégations et qui, le mardi 24 mai, leur demanda de reprendre le travail, en les assurant qu'il leur serait donné satisfaction, sauf en ce qui concernait le renvoi de l'ingénieur... Elles refusèrent et rendez-vous fut pris avec le Préfet pour le lendemain. Quand le cortège des grévistes revint le lendemain, on leur déclara qu'elles avaient satisfaction ; elles tinrent alors une réunion à Saint-Cyprien. C'est là qu'elles décidèrent de ne reprendre le travail que si la démission de l'ingénieur « était affichée sur les murs de la ville et publiée par les journaux et principalement par *L'Émancipation* »...

Les promesses dilatoires du Préfet avaient donc été sans effet. Le lendemain l'ingénieur démissionna et la nouvelle en fut publiée par les journaux. Le vendredi 27 mai, une semaine jour pour jour après la cessation du travail, les cigarières rentrèrent à la manufacture, victorieuses.

Elles firent preuve de la même cohésion et de la même volonté en 1875, dans des conditions de lutte bien plus difficiles. En mai 1870, elles avaient profité de l'effet de surprise d'abord, et de la crise d'autorité que l'Empire subissait à Toulouse, où les élections lui avaient été particulièrement défavorables. Le Préfet avait sans aucun doute manœuvré pour faire cesser la grève, mais il n'avait pas essayé de la briser par la force ; un seul incident de police avait été signalé. Il en fut tout autrement en 1875. La Commune avait laissé des traces durables, la classe ouvrière était suspecte, toute grève dangereuse, et tout rassemblement condamnable. C'est pourquoi les grévistes vont se heurter dès la première heure à une résistance énergique, et de la Direction de la manufacture, et du Préfet. Elles vont lui faire face avec courage, car la répression va s'abattre sur elles.

L'attitude du Préfet, lors de la grève de 1874, avait déjà fait pressentir ce qui allait se passer. En effet, le 12 janvier, lorsqu'elles avaient décidé d'aller, comme en 1870, manifester à la Préfecture pour obtenir l'appui du Préfet et arracher une augmentation de salaire, elles s'étaient heurtées à l'armée qui protégeait la cour de la Préfecture, et occupait également celle de la manufacture...

En mars 1875, dès le premier jour, *l'Écho de la Province* annonce que « l'autorité préfectorale a pris les mesures les plus énergiques pour réprimer toute manifestation publique ».

Toute démonstration de ce genre va donc être interdite aux grévistes. Il ne leur sera même pas possible de stationner, comme en 1870, aux portes de la manufacture et de surveiller les entrées : des agents de police y seront postés et les feront circuler.

Tandis que par la force on empêche les cigarières d'organiser la lutte, la Direction de la manufacture essaie de faire pression sur elles. Tout d'abord elle tente de briser la résistance des robeuses, en faisant venir des robes d'autres manufactures. Mais la solidarité des cigarières empêche la manœuvre de réussir. Pour briser le mouvement devenu général, le Directeur, retranché derrière l'autorité du ministre des Finances, leur fait savoir une première fois que « si elles ne rentrent pas (le jeudi 18), elles ne pourront être admises que sur une autorisation spéciale de l'administration ». Malgré cette menace, le jeudi, 145 seulement sur 1 400 ouvrières environ, se présentèrent.

Cette journée fut lourde de péripéties. Dès le lendemain, les grévistes tentèrent de se rassembler devant la manufacture : plusieurs furent arrêtées. Elles quittèrent alors la ville et se dirigèrent vers les côteaux de Pech-David. Cinq à six cents d'entre elles y parvinrent, mais des détachements de gendarmes à cheval et des sergents de ville les y rejoignirent et les dispersèrent brutalement. Malgré cela et malgré de nouvelles arrestations, les cigarières obstinées essayèrent de se regrouper à nouveau devant la manufacture ; elles étaient alors sept à huit cents... À six heures quinze du soir, le Ministère alerté accorda un délai d'une journée aux ouvrières « qui se présenteraient sans condition et avec soumission absolue ». La dépêche ajoutait : « toutefois, cette faculté de rentrer n'est pas applicable aux ouvrières que le conseil de l'Établissement jugerait opportun de laisser au dehors ».

C'était un ultimatum et la menace de renvoi pour certaines, menace anonyme et d'autant plus inquiétante ; c'était la manifestation d'un pouvoir absolu.

Le jour dit, 160 ouvrières se présentèrent sur près de 1 400. Rien n'a donc intimidé les femmes, ni les charges de police, ni les arrestations, ni les menaces de renvoi ; rien n'a entamé leur solidarité. N'oublions pas qu'elles se battaient uniquement pour faire réintégrer deux stagiaires exclues.

C'en était trop pour l'administration qui informa que désormais « les ouvrières ne rentreraient que munies d'une carte portant le timbre de la manufacture ». En riposte, les grévistes tentèrent à nouveau de manifester ; à nouveau elles se heurtèrent à la police. Et les arrestations de pleuvoir...

Les ouvrières renoncèrent à tenir la rue, mais elles ne cédèrent pas pour autant. Devant cet entêtement, la Direction les avisa qu'elles « ne pourraient plus rentrer qu'individuellement et après en avoir fait la demande, l'administration se réservant le droit de l'accueillir ou de la rejeter ».

À partir de ce moment, la grève fut transformée en un véritable lock-out et les cigarières furent à la merci de la direction qui les contraignit au chômage forcé pendant six semaines ; ce n'est que fin avril que le travail reprit normalement après un filtrage sévère des ouvrières réembauchées.

Les cigarières étaient battues : vingt furent définitivement exclues. Plusieurs d'entre elles, poursuivies pour délit de rébellion, d'atteinte à la liberté du travail ou d'outrage envers les agents de police, furent condamnées à la prison ou à des amendes. L'administration avait bien pris sa revanche sur 1870. Les femmes furent peut-être réduites au silence, mais elles ne furent sûrement pas soumises. La formation d'un syndicat des tabacs purement féminin quelque vingt ans plus tard, prouve que les luttes des années 1870-1875 avaient laissé des traces profondes parmi elles.

Ces luttes nous ont permis de faire connaissance avec un groupe d'ouvrières bien individualisé par le métier et dont l'esprit de solidarité tient sans doute aux conditions dans lesquelles il s'exerce, mais aussi à la manière dont les cigarières étaient recrutées. On était cigarière de mère en fille, car la manufacture tenait beaucoup au

caractère familial du recrutement : les sœurs, les nièces des cigarières étaient sollicitées de préférence aux étrangères. De plus, les ouvrières de la manufacture de tabacs jouissaient d'un statut particulier qui leur garantissait une certaine stabilité d'emploi et leur procurait des avantages tels que la retraite. Leur groupe était pour ces raisons bien spécifique et fort homogène. De plus, il était bien ancré dans le milieu populaire toulousain. Les cigarières le reflètent par les sentiments républicains qu'elles semblent éprouver (leur confiance dans le journal *L'Émancipation* est significatif), par l'anticléricalisme dont elles font preuve à l'occasion de l'enterrement de l'une d'entre elles en 1872, par leur esprit combatif et volontiers frondeur. Leur volonté d'indépendance ne s'affirme-t-elle pas avec défi en ce jour de mai 1870, où elles se rendirent le jour de la paye devant la manufacture, mais refusèrent d'encaisser leur salaire afin de prouver à l'ingénieur dont elles demandaient le renvoi « qu'il se trompait s'il croyait les réduire par la misère et les ramener par les privations et par la faim » !

Ainsi les cigarières en grève affirmèrent-elles leur dignité et leur fierté d'ouvrières et de femmes ; ainsi surent-elles imposer respect aux autorités et admiration à la population toulousaine étonnée mais sympathisante.

Janvier 1980

Cet article a été écrit à l'aide de trois sources essentielles :

- une thèse de 3^e cycle (1967) : Jean HEFFER, « La manufacture de tabacs de Toulouse au XIX^e siècle », 1811-1914.
- un mémoire rédigé par Fiora KERR (1976) : « Les luttes des ouvrières de la manufacture des tabacs à Toulouse 1870-1875 ».
- une recherche personnelle effectuée aux Archives nationales (F¹² 4653).